



L'extrême droite a largement progressé lors des récentes élections européennes et gouverne aujourd'hui, seule ou en coalition, dans de nombreux pays du continent. Les partis relevant de cette idéologie, tout en en rejetant l'appellation, ont réussi leur "dédiabolisation" en s'inscrivant, le plus souvent, dans le jeu démocratique et en voyant leurs idées récupérées par d'autres formations politiques traditionnelles. Pour les combattre, le politologue liégeois François Debras et Benjamin Biard, membre du CRISP (Centre de recherche et d'information sociopolitique), estiment qu'il faut retrouver un nouveau souffle démocratique.

Michel PAQUOT

En progression partout en Europe (et ailleurs)

CONTRE L'EXTRÊME DROITE : « RÉENCHANTER LA DÉMOCRATIE »

Lors du scrutin européen de juin dernier, l'extrême droite a connu un réel succès. Progressant dans presque tous les pays, elle est arrivée en tête en Belgique, France, Italie, Autriche et Hongrie, et seconde en Allemagne et aux Pays-Bas. Au parlement, ses formations sont réparties en trois groupes : Patriotes pour l'Europe, le troisième plus important derrière la droite (PPE) et les sociaux-démocrates avec 84 députés de douze nationalités différentes (notamment française, hongroise, belge flamande, espagnole et néerlandaise), Conservateurs et réformistes européens avec 78 représentants (dont les Italiens) et Europe des nations souveraines et ses 25 membres (principalement allemands, polonais et bulgares).

CRISE DE LA DÉMOCRATIE

« Nous sommes face à une crise de la démocratie représentative, analyse Benjamin Biard, chargé de recherche au CRISP. On constate une perte de confiance dans les institutions, dans les hommes et femmes politiques et, plus fondamentalement, dans le fonctionnement démocratique, en plus des contextes sécuritaire, migratoire... L'imperfection de son modèle est pointée, notamment sur les réseaux sociaux qui mettent de plus en plus en lumière son moindre dysfonctionnement, donnant le sentiment que rien ne va plus. » « L'extrême droite joue sur la critique des institutions, des partis politiques, de la corruption, etc. dans la

« L'extrême droite joue sur la logique du bouc émissaire et de stigmatisation des minorités. »

quelle les électeurs peuvent se reconnaître, observe de son côté François Debras, politologue à l'université de Liège et à l'HELMo, la Haute École Libre Mosane. Elle exalte un sentiment d'injustice sociale et économique et joue sur la logique du bouc émissaire et de la stigmatisation des minorités présentées comme volant le travail des autres. »

Pour arriver au pouvoir, les partis d'extrême droite, le plus souvent, jouent désormais le jeu des institutions démocratiques en se revendiquant semblables aux autres. « Ils ont mis en place des stratégies de dédramatisation pour gagner en légitimité, observe Benjamin Biard. Ils ont compris, à un moment donné, que, s'ils voulaient élargir leur base électorale, il leur fallait donner des gages de respectabilité. C'est notamment passé par des évolutions dans la manière de communiquer. L'extrême droite performe par exemple très bien sur les réseaux sociaux, surtout sur TikTok, un outil utilisé par les plus jeunes. Durant la période de campagne avant les élections du 9 juin dernier, le Vlaams Belang a ainsi dépensé près de 800 000 euros sur Facebook et Instagram. Plus globalement, on constate une forme de droitisation de l'opinion et, aujourd'hui, le vote pour l'extrême droite n'est plus seulement protestataire mais aussi d'adhésion. »

TOUJOURS D'EXTRÊME DROITE

« L'extrême droite s'est dédramatisée en changeant sa façon de s'exprimer, en mettant à l'écart ses membres les plus violents, en essayant de faire rentrer des jeunes, de montrer sa face respectable, etc., complète François Debras. De cette dédramatisation, sont aussi responsables les autres partis politiques qui récupèrent certains thèmes propres à l'extrême droite, qui deviennent ainsi acceptables pour les électeurs. Nous pouvons le voir dans différents projets de loi et débats, par exemple en Belgique, l'augmentation du budget alloué au retour; l'établissement des centres fermés ou la question de la suppression du secrétariat d'État à l'égalité des chances. »

Dans leur stratégie de respectabilité, les partis d'extrême droite réfutent cette catégorisation. Pour les deux chercheurs, cela ne fait pourtant pas débat : l'inégalitarisme, le nationalisme et le sécuritaire forment toujours leur corpus idéologique. Si, chez eux, la notion de race a été remplacée par celle de civilisation, de culture ou de religion, « l'idée reste pourtant la même, insiste François Debras : Le racisme biologique, c'est-à-dire évoquant l'idée de prétendues races, évolue vers un racisme culturel ou religieux. L'extrême droite n'évoque plus le caractère inférieur ou supérieur, mais renvoie aux désignations "assimilable" ou "inassimilable". Le nationalisme, c'est envisager la nation comme une entité homogène et pure. L'extrême droite s'oppose à toute forme de diversité et de multiculturalisme perçus comme des facteurs dégradants de l'identité nationale. La nation doit également être souveraine et indépendante. Dès lors, tout ce qui lui est supérieur est rejeté, comme des institutions, traités ou accords économiques internationaux. L'extrême droite est aujourd'hui plus dans la protection de soi que dans la haine de l'autre. Le sécuritaire, enfin, consiste à prôner différents dispositifs et lois en faveur de plus de sécurité, de contrôle et de coercition. »

DROITS REMIS EN QUESTION

« La préférence nationale, prônée par l'extrême droite, est aussi contraire à différentes législations nationales et internationales, poursuit le politologue liégeois. Cela crée des discriminations, du racisme et du rejet contraires à la constitution et à certains textes fondamentaux. L'extrême droite remet aussi en question un ensemble de droits : ceux des mouvements LGBT et associatifs, du milieu culturel, à l'avortement, des femmes.... Quand elle parle d'égalité hommes-femmes, il n'est pas question d'égalité salariale ou de lutte contre le harcèlement sexiste et sexuel, mais, par exemple, de la possibilité pour les femmes de s'habiller comme elles le souhaitent, contre l'islam qui les "infériorise". C'est un argument coloré plus positivement que l'islamophobie ou le rejet de l'étranger. Même chose pour l'écologie : il ne s'agit pas de lutte contre les pesticides ou de normes pour le respect de l'environnement, mais de produire local pour des locaux. Sont également attaquées les libertés de la presse, avec des mesures d'inti-

midation vis-à-vis de journalistes, et académique. La séparation de pouvoir est remise en question avec la nomination de certains juges par le gouvernement ou l'outrepassement de décisions judiciaires. C'est une façon de saper l'État de droit en faisant primer l'exécutif ou le pouvoir parlementaire sur les décisions de justice. »

« Les partis d'extrême droite respectent les règles du jeu démocratique, considère Benjamin Biard, tout en mettant sous-tension les principes et fondements libéraux de nos démocraties contemporaines : l'État de droit, l'équilibre des pouvoirs, les droits humains au sens large. Ils donnent la priorité à la lutte contre l'immigration, pouvant créer de la xénophobie et mener à un

« Les partis d'extrême droite mettent sous-tension les principes et les fondements libéraux de nos démocraties contemporaines. »

projet de société autoritaire en matière de sécurité, tout en développant un style de communication populiste. Ils ne proposent pourtant pas de faire basculer le régime dans l'autoritarisme ou la dictature, comme les fascistes dans les années 1920-30, par exemple. »

UN ANTIFASCISME CHRÉTIEN

Dans un dossier très complet récemment publié par le Centre Avec, *Vers un nouveau dimanche noir ?*, les philosophes Paul Colrat et Guillaume Dezaunay, membres du groupe Anastasis, s'alarment que, selon un sondage, 40% des catholiques français ont voté pour des candidats d'extrême droite à l'élection présidentielle française de 2022. Pourtant, analysent-ils, le christianisme dont se revendique l'extrême droite n'est lié

ni à la foi ni à la spiritualité, mais elle le considère « comme une culture dont il faut être fier », à préserver. « Ce type de religion est ce dont le christianisme a essayé de sortir : religion close, utilitaire, sans profondeur spirituelle, sans appel à la profonde remise en question de soi et à la révolution des cœurs », écrivent-ils, fournissant des « éléments pour un antifascisme chrétien », dont une compréhension du « caractère intérieur » de chacun.

Si l'extrême droite s'est banalisée, c'est aussi parce qu'elle a « gagné la bataille des émotions », remarque Guillaume Lohest, responsable pédagogique aux Équipes populaires, dans le même dossier. Il regrette que leur recours influence de plus en plus la perception des messages politiques, citant la sociologue Eva Illouz qui relève que quatre d'entre elles - la peur, le dégoût, le ressentiment, l'amour de la patrie - sapent les bases des démocraties. « Il suffit alors à l'extrême droite (...) d'accommoder quelques propositions-chocs avec des préjugés malheureusement tenaces (racistes, sexistes, complotistes) pour remporter la mise électorale », déplore-t-il. Comme pistes pour combattre son poids, il propose, outre de lutter contre les inégalités, de défendre les idéaux démocratiques et universalistes. Ce dont Benjamin Biard est également convaincu. « Il faut réenchanter la démocratie, avance-t-il, appuyer davantage sur ce qui marche bien, prendre confiance dans nos institutions. Il est nécessaire, aussi, d'améliorer la démocratie représentative, par exemple en renforçant le poids des citoyens, voire de développer la démocratie directe, par le recours au référendum ou à des panels de citoyens tirés au sort. Ce sont des pistes qui ne vont pas se substituer à la démocratie représentative telle qu'elle fonctionne, mais qui peuvent peut-être la compléter pour tenter d'améliorer le fonctionnement de nos processus décisionnels. » ■

Vers un nouveau dimanche noir ? Trimestriel du Centre Avec, printemps 2024.

« GIORGIA MELONI VEUT EXPORTER SON MODÈLE »

Depuis bientôt deux ans, Giorgia Meloni dirige une coalition qui rassemble, outre son parti Fratelli d'Italia, une autre formation d'extrême droite, La Lega de Matteo Salvini, et Forza Italia de feu Silvio Berlusconi. « Pendant sa campagne de 2022, commente le journaliste Hugues le Paige qui, sur son blog-notes, suit de près l'actualité politique italienne, elle avait déjà largement amendé son programme économique en se repliant sur la même ligne néo-libérale que Mario Draghi, son prédécesseur, abandonnant les positions traditionnellement étatistes de l'extrême droite italienne, avec notamment un programme de privatisations. Pour l'immigration, son programme qui prévoyait par exemple de repousser les bateaux arrivant en Méditerranée, n'a pas été appliqué, même si elle est dans la même ligne dure que ses prédécesseurs. Concernant l'autorisation d'entrer sur le territoire, elle a développé les accords avec la Libye, la Tunisie et l'Albanie. Le plan migratoire de l'Europe n'est pas différent, avec l'emprisonnement dans des centres de rétention. »

« Ce sur quoi Giorgia Meloni a été la plus radicale dans la tradition de son parti, c'est sur le plan des valeurs familiales et de la culture. Si, par exemple, elle ne porte pas atteinte au droit à l'avortement, elle exerce une très forte pression sur les femmes qui dé-

sirent avorter, avec notamment une prime de plusieurs milliers d'euros pour celles qui y renonceraient. D'autre part, elle a placé des hommes et des femmes à elle à peu près dans toutes les grandes institutions culturelles : la Biennale de Venise, le Musée d'art moderne, la RAI (la télévision publique italienne), où il y a eu une censure flagrante. Elle veut imposer ce qu'elle appelle un nouveau récit national et détruire "l'hégémonie" de la gauche dans ce milieu. On peut voir là un glissement vers l'illibéralisme, même si tout est plus compliqué car elle essaie d'exporter en Europe l'association de la droite traditionnelle avec l'extrême droite, comme elle l'a déclaré à de nombreuses reprises. »

« Giorgia Meloni a condamné les lois raciales du fascisme et ses atteintes à la liberté, sans pour autant ne jamais condamner le fascisme en tant que tel. Pour elle, c'est une période close appartenant à l'Histoire et il n'y a plus à se dire fasciste ou antifasciste. Elle estime que l'antifascisme a été confisqué par la gauche qui en a fait un instrument politique. Si elle est bien d'extrême droite, elle n'est pourtant pas fasciste. » (M.P.)

leblognotesdehugueslepaige.be/

Le cancan de Kanar

